

Urgente démocratisation des institutions

Le Monde, Sylvie Goulard, 10 mai 2012

Depuis la création de l'euro, l'Union européenne porte en elle une union plus étroite mais ses dirigeants ont nié cette grosseur. La crise a fait la preuve que les règles se limitant à une juxtaposition de politiques nationales encadrées par une vague surveillance ne suffisent pas. L'interdépendance est une réalité: la pérennité de l'euro appelle des politiques économique, sociale et fiscale communes, au service de l'emploi et des plus vulnérables. L'évolution du monde invite l'Europe au sursaut.

Ce pas en avant exige une avancée de la démocratie. Ce qui est inacceptable, ce n'est pas que nous prenions des décisions, en toute transparence, avec les Européens partageant la même monnaie, c'est qu'on affuble le Conseil européen du nom de "gouvernement économique" alors qu'il ne tolère aucun débat et ne rend collectivement pas de comptes. Cet ersatz, qui crée de la division et du désespoir, n'est pas l'Europe. A force de refuser la naissance d'une Europe démocratique, de caricaturer le fédéralisme, nous oublions qu'elle serait une délivrance et non un drame.

L'arrivée de François Hollande ouvre une perspective. D'abord - et la chance compte en politique - il accède au pouvoir au moment où les esprits évoluent. Depuis novembre 2011, Mario Monti, président du conseil italien, plaide pour combiner "discipline (des finances publiques), croissance et équité", dans la ligne de son rapport de 2010 sur le marché unique, source de croissance. Des travaux germano-italiens sont en cours, avec l'idée d'impliquer le président américain Barack Obama, préoccupé par une récession européenne.

Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne (BCE), a testé récemment l'idée d'un "pacte de croissance" et d'une relance politique. Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso et le président du Conseil européen Herman Van Rompuy seraient - enfin! - prêts à donner suite aux demandes répétées du Parlement européen sur un plan d'investissement ou de prévention des faillites bancaires.

Cette convergence est une bonne nouvelle. La monnaie étant unique, les erreurs du passé ayant été collectives, la solution doit l'être aussi.

La chancelière Angela Merkel a durement défendu les vues ordolibérales populaires en Allemagne mais elle sait être pragmatique. L'instabilité politique du sud de l'Europe n'est pas dans l'intérêt de son pays. Elle demandera cependant vraisemblablement à François Hollande des assurances en termes de discipline budgétaire mais aussi de retraites ou de marché du travail.

Enfin, le départ de Nicolas Sarkozy va permettre de changer de ton. Il n'a pas peu contribué à une dérive autoritaire, théâtrale, qui n'avait rien d'européen. Il faut désormais remettre les autres partenaires dans le jeu, utiliser intelligemment les institutions, notamment le Parlement européen.

François Hollande a une chance à saisir mais le contexte européen est assez éloigné du débat franco-français.

En février, douze de ses collègues européens sur vingt-six (dont le premier ministre britannique David Cameron, le président du gouvernement espagnol Mariano Rajoy, le premier ministre polonais Donald Tusk et Mario Monti) ont plaidé dans une lettre commune pour des solutions "structurelles", traditionnellement peu prisées par la gauche française.

Le nouveau président sera jugé sur sa capacité à faire des propositions concrètes, crédibles. Il sera jugé sur ce qu'il apporte plus que sur ce qu'il prétend obtenir. Il lui faudra prendre quelque distance avec des promesses électorales hardies et, en "fils" de Jacques Delors, convaincre les Français de renouer avec l'Europe. Le défi est de taille. Le déni de grossesse ferait courir un risque mortel à la mère et à l'enfant, en l'occurrence à l'Europe et à l'euro, mais aussi à la France.